

Motion d'actualité votée par les congressistes

Pour un front antifasciste uni
soutien réaffirmé aux camarades de la Jeune Garde
Contre la dissolution de cette organisation antifasciste

Nous, participant·es au congrès 2026 de Sud Recherche, souscrivons pleinement au communiqué de l'Union syndicale Solidaires du 18 février 2026 [1]. En particulier, nous rappelons que « la mort d'un homme suite à un déchaînement de violences est un drame et un échec social collectif. »

Ce communiqué se concluait par : « L'Union syndicale Solidaires dénonce ces intimidations qui visent à tenter de museler les forces du progrès social et l'antifascisme. Elle assure de sa totale solidarité celles et ceux qui en sont victimes. Elle appelle à la vigilance partout face aux groupuscules fascistes. Elle remercie les nombreuses structures syndicales, associatives et politiques qui ont exprimé leur solidarité avec l'union départementale Solidaires du Rhône attaquée. Cet élan de solidarité confirme que c'est dans l'unité de notre camp social que se trouve la seule issue. **Nous refusons la criminalisation de l'antifascisme** : il est plus que jamais nécessaire. »

Pour les participant·es au congrès 2026 de Sud Recherche, il nous faut aller plus loin.

Les vies de plusieurs militant·es antifascistes, ex-membres ou sympathisant·es de la Jeune Garde ou identifié·es comme tel·les par la mouvance néofasciste lyonnaise, ont été détruites. Certain·es seront jugé·es par la justice, pour des chefs d'accusation allant jusqu'à l'homicide volontaire, retenu « sous la pression par un parquet qui avait lui-même exclu cette qualification initialement » selon les avocats Raphaël Kempf et Camille Vannier dans un communiqué de presse du 6 mars 2026. Les avocats ajoutent qu'il est pourtant « évident qu'il n'existe aucune intention de donner la mort dans ce dossier ». Si ces lourds chefs d'accusation tiennent, des peines de prison ferme pourraient être prononcées. D'autres militant·es, pourtant loin de Lyon le 12 février et factuellement hors de cause, ont tout de même été jeté·es en pâture sur les réseaux sociaux et ont été victimes de menaces odieuses, proprement fascistes.

Partout, de la gauche politicienne au monde associatif et syndical, on souhaite garder les mains propres et on se désolidarise de l'ex-Jeune Garde, qui aurait laissé prospérer en son sein des brebis galeuses. Certain·es vont même jusqu'à se désolidariser de tout l'antifascisme et à renvoyer dos à dos les violences de l'extrême droite et celles des antifascistes.

Il faut pourtant rappeler plusieurs évidences. D'abord,

la Jeune Garde, dissoute au moment des faits, ne peut pas être tenue pour responsable en tant qu'organisation. La Jeune Garde avait cessé toutes ses activités autres que la campagne contre sa dissolution. Que des militant·es formé·es à la Jeune Garde ou auparavant proches de celle-ci aient participé aux violences du 12 février n'engage pas la Jeune Garde.

Ensuite, il est proprement scandaleux de renvoyer dos à dos les violences. L'émotion suscitée par un décès est réelle mais ne doit pas empêcher d'objectiver les faits. Politiquement, pour l'extrême droite et les mouvances néofascistes, la violence est un moyen privilégié pour faire progresser les idées, un moyen pour « purifier la nation », pour en expurger les éléments indésirables : militant·es antifascistes certes, mais aussi syndicalistes, personnes racisées, LGBTI, écologistes, féministes, etc. La violence de l'extrême droite a été banalisée depuis des années, glorifiée, valorisée. Elle a conduit aux pires ignominies que l'histoire humaine ait connues. À Lyon les néofascistes n'hésitent pas à agresser à coups de couteau des jeunes qui sortent de soirée juste parce que la couleur de leur peau leur déplaît [2].

Au contraire, pour l'ensemble du courant antifasciste, de la Jeune Garde aux syndicats de l'Union syndicale Solidaires — qui se revendiquent et continueront de se revendiquer antifascistes —, l'usage de la force n'est pas un moyen d'action politique. Pour autant, c'est une contrainte trop souvent imposée par un ennemi mortel, une contrainte toujours regrettée, toujours critiquée, toujours débattue, une contrainte dont on cherche à s'extraire et qui n'a plus sa place dans la société future qui doit être non violente.

Contrecarrer la violence fasciste ne peut pas se faire seulement sur le terrain moral ou idéologique et doit aussi être pensé matériellement. C'est en ce sens que nous devons mettre en place des services d'ordre, des groupes d'autodéfense, des collectifs de vigilance, des actions médiatiques ou juridiques « offensives » pour obtenir la désorganisation et l'affaiblissement politique des groupuscules néofascistes.

Mais que fait la police ? Pour la lutte antifasciste comme pour toutes les autres luttes syndicales, Sud Recherche apporte une attention particulière à l'auto-organisation, et en particulier à un certain degré d'indépendance vis-à-vis de l'État. Sud Recherche,

syndicat de lutte dans la fonction publique, a toujours fait le choix d'un compromis entre prendre les moyens d'action que l'État veut bien concéder et maintenir une capacité organisationnelle indépendante de ce même État, qui est aussi notre employeur et avec qui nous sommes en rapport de force. La même recherche de compromis s'applique à l'autodéfense antifasciste. S'il est parfois possible de détourner l'appareil répressif de l'État à notre avantage, ce serait une grave erreur de compter seulement sur celui-ci pour nous protéger et pour faire refluer les forces fascistes. L'expérience nous montre qu'on ne peut pas compter sur l'État pour militer en sécurité. Nous n'oublions pas que cet appareil répressif existe avant tout pour mater notre camp social. Nous refusons donc de nous contenter de l'abri confortable mais illusoire du monopole étatique de la violence légitime, détenu par la police.

Nous l'affirmons ainsi avec la plus grande clarté : **le niveau de violence est décidé et fixé par les groupes fascistes**. L'antifascisme s'oppose à cette violence.

Les travaux de l'équipe d'Isabelle Sommier [3], beaucoup repris ces dernières semaines, sont sans appel : depuis 1985, 58 décès sont imputés à l'extrême droite tandis que 6 sont imputés à l'extrême gauche. D'autres travaux universitaires, par exemple ceux de Nicolas Lebourg et ses collaborateur·rices [4] vont dans le même sens. De ce point de vue non plus, il n'y a pas de symétrisation qui vaille.

Nous notons que les auteurs de ces travaux les mènent dans un climat délétère voire dangereux, et font face à des campagnes qui tentent de les discréditer. Les camarades de Sud Recherche réunie-s en congrès soutiennent tou·tes les collègues qui mènent ces recherches, face aux campagnes en cours qui tentent de les discréditer. **Nous exigeons des établissements employeurs qu'ils assurent la sécurité de ces équipes.**

Les congressistes de Sud Recherche n'oublient pas que les idées du militant néofasciste décédé ont mis et continuent de mettre des syndicalistes en danger de mort, notamment dans les universités et établissements de recherche où des pseudos-syndicats étudiants comme l'UNI ou la Cocarde, héritiers du GUD, tentent de faire régner la terreur.

Mais redisons-le : Nous regrettons l'échec collectif qui a conduit à la mort d'un adulte de 23 ans, quelles qu'aient été ses idées. Le courant antifasciste devra s'interroger sur les conditions et les responsabilités qui ont rendu possible cet échec. Nous engageons notre syndicat à y prendre toute sa part, avec humilité et lucidité.

La Jeune Garde Antifasciste est parvenue à faire refluer, entre 2018 et sa dissolution en 2025, les néofascistes lyonnais. Elle a contribué à réinstaurer à Lyon et ailleurs un climat dans lequel le militantisme de notre camp social était possible, et plus encore, était possible sans crainte de violences. C'est entre autres pour ces raisons que Solidaires et ses composantes avaient, à de nombreuses reprises, affirmé leur soutien à la Jeune Garde Antifasciste [5] [6], sans s'interdire de constater des divergences d'analyse ou de stratégie.

Aujourd'hui, réunie-s en congrès, les congressistes de Sud Recherche ne regrettent pas ce soutien passé et réaffirment avec gravité et responsabilité leur soutien critique à la Jeune Garde Antifasciste dissoute et à tou·tes les militant·es qui ont constitué cette organisation.

En conclusion nous reprenons les mots de nos camarades de Solidaires Étudiant·e-s [7] : « Il y a urgence à agir. Urgence à se syndiquer, à s'organiser, à se former à l'antifascisme, à l'anti-répression et à l'autodéfense populaire. Pour reprendre la rue à l'extrême droite ! »

[1] Lyon : ne pas céder aux récupérations indignes. Union syndicale Solidaires, 18 février 2026.

<https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/communiqués/lyon-ne-pas-ceder-aux-recuperations-indignes/>

[2] L'ex-cadre identitaire Sinisha Milinov condamné à de la prison ferme pour agression raciste. Rue89 Lyon, 7 février 2024. <https://www.rue89lyon.fr/2024/02/07/sinisha-milinov-condamne-prison-ferme-agression-raciste/>

[3] Violences politiques en France, de 1986 à nos jours. Isabelle Sommier, François Audigier, Xavier Crettiez. Presses de Sciences Po, 2021. <https://www.pressessciencespo.fr/fr/book/?gcoi=27246100505640>

[4] Anatomie de la violence « révolutionnaire » d'extrême droite, entre dynamique subversive et contre-révolution préventive (1962-1973). Nicolas Lebourg. Revue des Sciences Sociales, 2011. https://www.persee.fr/doc/revss_1623-6572_2011_num_46_1_1403

[5] Pour la défense des libertés démocratiques, contre les dissolutions politiques. Communiqué de presse intersyndical, 12 mai 2025. <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/communiqués/pour-la-defense-des-libertes-democratiques-contre-les-dissolutions-politiques-cp-intersyndical/>

[6] Soutien continu à la Jeune Garde ! Union départementale Solidaires Rhône, 8 mai 2025. <https://www.solidairesrhone.org/spip.php?article1259>

[7] Lyon : revenons sur les faits et réaffirmons la nécessité de l'antifascisme de terrain. Fédération Solidaires Étudiant·e-s, 24 février 2026. <https://solidaires-etudiant-e-s.org/site/2026/02/24/lyon-antifascisme/>